



Mais pourquoi les profs tiennent-ils autant à « leur » baccalauréat ?

Le bac ne joue plus aucun rôle dans les trajectoires futures des élèves. Pourtant, la plupart des profs de lycée défendent mordicus ces épreuves. Pour comprendre cette étrangeté, il faut se plonger dans la psychologie enseignante... « L'Obs » « mutique », « l'Obs » « vendu au pouvoir en place ». Depuis le début du mois de février, de nombreux lycées publics français sont touchés par des mouvements de grogne, voire de boycott, contre les épreuves communes de contrôle continu (E3C), ces séries de partiels étalées sur les deux années de première et terminale, et qui comptent pour 30 % de la note finale dans le nouveau « bac Blanquer ».

Selon certains de nos lecteurs enseignants, nous n'en ferions pas assez dans le suivi de cette fronde. Un avis partagé par des confrères, au sein même de la rédaction, qui régulièrement nous envoient des nouvelles du front, ponctué d'un « alors ? » réprimandeur.

« L'Obs » a toutefois ses raisons que la passion pourrait tenter de comprendre. Pendant que les élèves planchaient – ou tentaient de plancher – sur la première vague d'E3C, nous produisions une somme sur les transformations profondes du supérieur – nouvelles hiérarchies, nouvelle attractivité des facs devenues en partie sélectives – induites par Parcoursup, la plateforme d'accès aux formations post-bac. Ce gouvernement, à réformer tous azimuts, ne laisse pas de répit au rubricard.

Le malaise ressurgit

Par ailleurs, il y a des mois que nous écrivons sur les malentendus entre les profs et leur ministre. Et, pour tout dire, on s'est longuement étonnés de leur passivité face au réformisme intense de ce dernier. Le malaise ressurgit violemment aujourd'hui et nous allons le documenter dans les semaines à venir.

Des profs veulent boycotter les épreuves du bac : tout comprendre à la crise des « E3C »

Reste que cette nouvelle crise mérite qu'on l'analyse avec un minimum de circonspection. Comme cela avait déjà été le cas lors de la contestation de la loi Blanquer, les critiques de bon sens sur le timing trop court, le manque de préparation ou les indemnités de correction modiques (1,50 euro la copie contre 5 euros pour les « vraies » épreuves du bac) voisinent avec des arguments plus complexes à appréhender.

On pense notamment à cet attachement farouche au « caractère national » de l'examen, et aux risques de discriminations entre élèves que ferait peser l'introduction d'une part de contrôle continu dans la notation. Un argument mis en avant par la plupart des enseignants pour contester la tenue des E3C – qui proposent des sujets certes nationaux mais corrigés et choisis au sein des établissements.

Et s'opposer à la solution apparemment plus simple qui consisterait à les remplacer par la prise en compte des bulletins de notes de première et terminale. Les E3C associant de fait les défauts de l'examen (lourdeur, coût prohibitif, incitation au bachotage, heures perdues pour les apprentissages effectifs) à ceux du contrôle continu (conditions de passation très aléatoires, risque de triche), comme l'a pointé récemment la pourtant très prudente Inspection générale de l'Éducation nationale (Igen).

Nous sommes perplexes

Disons-le tout net : à « l'Obs », cet argument du bac national, brandi comme une garantie de non-discrimination à l'entrée dans le supérieur, nous a toujours laissés perplexes. Cela fait belle lurette que les notes attribuées au contrôle continu par les enseignants décident seules de l'affectation des néobacheliers dans le supérieur et que le bac – tout national et anonymisé qu'il soit – n'y joue aucun rôle, faute de délivrer son verdict suffisamment tôt. Pendant des années, il a fait office toutefois de couperet. Son obtention attestant d'une formation intellectuelle suffisante pour se débrouiller sans trop de peine à l'université. Ça n'est même plus le cas.

Avec 91 % de réussite en série générale et 13,5 % de mentions « très bien », le bac est devenu un simple certificat de fin d'études secondaires aux notes gentiment tripatouillées. Dont le seul effet concret est de stigmatiser un peu plus les 20 % de jeunes qui sortent du système scolaire sans l'avoir décroché. Ce constat est ancien. « L'Obs » le dressait déjà en 2005, se demandant en une si le bac valait encore quelque chose sur le marché du supérieur...

Aujourd'hui, la question ne se pose même plus. Nonobstant son aspect symbolique sur lequel on reviendra, le vieil examen est entièrement démonétisé et la plupart des parents (notamment les plus aisés) l'ont bien compris : en terminale, leur attention et leur anxiété se sont déplacées entièrement sur la plateforme Parcoursup qui décide – vraiment – de l'avenir de leur progéniture.

Secret de Polichinelle

Le bac national, premier grade universitaire, n'est plus. Et les profs le savent d'autant mieux que le système antérieur – celui des séries – mettait déjà à mal l'unicité de l'édifice. Du bac S aspirant la quasi-intégralité des bons élèves à la multitude de bacs professionnels dévalorisés et donc largement évalués... au contrôle continu, il n'existait pas un bac, mais une multiplicité de bacs, au prestige et à la valeur inégaux. Secret de Polichinelle, mais jamais dénoncé, ni vraiment commenté.

Médiocre et inégalitaire : la France reste le cancre indécrottable de l'enquête Pisa

Le bac n'est plus depuis des décennies, et pourtant, des enseignants se mobilisent, comme jamais, pour préserver son caractère national et son unicité. Souffrent-ils d'une hallucination collective ? Prennent-ils les parents pour des gogos, eux qui remplissent les bulletins trimestriels de leurs élèves de première et de terminale sans grands scrupules (voire avec délectation !), décidant ainsi de l'affectation de Valentin dans tel DUT ou de Nassima dans telle prépa. Pour y voir plus clair, on a appelé Claire Guéville, responsable du secteur lycée au Snes-FSU, syndicat majoritaire du second degré, et twitteuse acerbe qui, il y a quelques jours, s'en prenait à un éditorial du « Monde », « La réforme du bac et le malaise enseignant », que, pour notre part, nous avons trouvé juste et pertinent.

La syndicaliste admet que l'argument du « bac local » sans cesse repris par les enseignants puisse paraître un peu court, voire irrationnel, pour un observateur ne connaissant pas les arcanes du système éducatif. Mais il faut, selon elle, aller plus loin. Les épreuves nationales et anonymisées seraient en effet « une boussole » nécessaire à tous les profs du lycée.

« Elles fixent des perspectives communes, garantissent la pertinence du contrôle continu et de la progression pédagogique. Sans elles, on irait vers des évaluations de plus en plus subjectives, qui renforceraient encore les préjugés des formations du supérieur à l'encontre de tel ou tel établissement. » Une boussole donc, mais aussi une protection. « Parce qu'avec Parcoursup et le principe sélectif qui s'impose à l'université, la pression des parents sur les collègues va aller croissante. Un bac national constitue une jauge, une référence extérieure qui permet de légitimer les devoirs et les notes que vous donnez tout au long de l'année. »

Vertus pédagogiques de l'examen

Si les profs sont tant attachés à « leur » bac, ce serait donc aussi une question d'autorité... C'est ce que nous disait déjà en substance Christine Guérel, proviseure du lycée Victor-Hugo à Marseille, il y a deux ans et demi, alors que la réforme était encore dans les limbes. « Le travail intellectuel intense, c'est comme le jogging. Vous y prenez vite goût mais au début vous tirez la langue. Il faut un stimulus. La perspective du bac sert notamment à cela. » C'est ce que nous dit aussi aujourd'hui Annabelle, une de ces profs bien notées jadis plutôt séduites par le réformisme de Jean-Michel Blanquer, dont le revirement a de quoi inquiéter le pouvoir en place.

Les syndicats, Bourdieu et « la délectation morose » en France : on a lu le dernier Blanquer

Enseignante de SVT dans un lycée rural de l'ouest de la France, Annabelle est vent debout contre les E3C, et encore plus contre cette première vague d'épreuves, positionnée très tôt au milieu de l'année de première. « En six mois, les élèves ne peuvent pas être prêts. Dans les grands lycées parisiens peut-être, mais pas dans des établissements comme les nôtres où il y a tout un travail à faire sur la méthodologie. »

Comme la plupart de ses collègues, elle défend aussi bec et ongles le principe du bac national et anonymisé. « Nos élèves souffrent peut-être d'un a priori défavorable par rapport à ceux de Louis-le-Grand, eh bien, ne faisons pas en sorte de le renforcer en généralisant le contrôle continu, mais plutôt de le réduire ; pourquoi ne pas prévoir des épreuves nationales dès la fin de la première qui permettent aux formations du supérieur de trier les candidatures sur une évaluation objective plutôt que sur des préjugés ? »

Pour Annabelle, les vertus pédagogiques de l'examen priment largement sur le risque de renforcer le bachotage. Non seulement le bac constitue un stimulant efficace avec son public plutôt défavorisé. Mais c'est aussi, dit-elle, « un horizon qui permet de souder le groupe et de transformer le rapport prof-élèves. A partir de la première, je ne suis plus celle qui les sanctionne, mais une coach, une accompagnatrice qui va les aider à atteindre collectivement leurs objectifs de réussite ».

Le bac, donc, et sa mythologie... quitte à ce que cela ne soit qu'un voile pudique jeté sur la sombre réalité de notre système scolaire ultra-hiérarchisé et ségrégatif. Quitte aussi à caricaturer la réforme actuelle. Car il n'a jamais été question de mettre un terme aux épreuves nationales, juste d'en réduire le nombre, les E3C ne comptant – on l'a dit – que pour 30 % de la note finale.

« Mais, paradoxalement, cela rend la situation encore plus difficile à vivre pour les collègues, dont les élèves sont uniquement évalués au contrôle continu. Il faut prendre en compte les rapports de force entre disciplines. Ne pas être présent au "vrai" bac a pu être vécu comme une forme de déchéance par certains », dit Alexis Torchet, le secrétaire national du Sgen-CFDT.

INFO OBS. Voilà à quoi va ressembler la grande consultation des profs de Blanquer

Le syndicat réformiste, fidèle à sa réputation de poil à gratter, défend la suppression des E3C mais propose de les remplacer par un contrôle continu intégral, « en faisant pour une fois pleinement confiance aux enseignants ». « La question n'est pas de s'accrocher à des totems, mais de savoir ce que l'on veut transmettre et évaluer au lycée, une réflexion qui, aujourd'hui, est totalement escamotée. »

Alexis Torchet en est toutefois conscient : sur ce sujet, son organisation reste

« plutôt minoritaire » dans la profession. D'autant que les tensions accumulées avec le ministère rendent aujourd'hui les enseignants méfiants et les possibilités de débats « de plus en plus hypothétiques et limitées ». Le « bac Blanquer » : une énième occasion de réforme gâchée ? C'est hélas peut-être cela la conclusion la plus inquiétante de cette crise des E3C.

Gurvan Le Guellec